

Tribune | Les États-Unis vont-ils réorienter leur politique étrangère pour conserver leur souveraineté énergétique?



Un champ pétrolier à Midland, au Texas. Les États-Unis produisent aujourd'hui 14 millions de barils par jour. ©REUTERS

DAMIEN ERNST, CORENTIN DE SALLE

Aujourd'hui à 04:00

La prochaine administration américaine risque fort de privilégier le maintien, voire l'accroissement de la puissance de son industrie pétrolière. Et la tentation de manipuler les prix à la hausse sera grande...

L'industrie du pétrole américaine a connu depuis 2010 une croissance spectaculaire, principalement due à l'émergence des nouvelles technologies d'exploitation du pétrole non conventionnel, extrait de roches de schiste. Elle produit aujourd'hui **14 millions de barils par jour**, ce qui, outre la prospérité énergétique, apporte aux États-Unis **l'indépendance énergétique vis-à-vis du Moyen-Orient**. Cela explique assurément la volonté américaine de se désengager de la région, sauf peut-être pour protéger son allié israélien.

Mais, depuis peu, la forte croissance s'est muée en stabilisation, voire en légère décroissance. Les raisons sont multiples. Outre une demande assez faible pour le pétrole, ce coup de frein s'explique principalement par **un coût marginal de la production pétrolière américaine aux alentours de 70 \$ le baril**, soit un prix légèrement supérieur à ce qui est payé à l'heure actuelle sur les marchés. Si les prix repartaient à la hausse, la production américaine devrait donc suivre. Par contre, **une diminution des prix provoquerait un gel des investissements** dans le développement de nouveaux puits, ce qui pourrait accélérer très significativement la décroissance, car la durée de vie d'un puits de pétrole non conventionnel est d'environ trois ans seulement.

Abondance de gisements bon marché à exploiter dans le monde

Le problème pour les Américains, c'est qu'un prix de 70 \$ par baril permet à de nombreux autres pays de développer leur secteur pétrolier. Ce qui se traduit par **une quantité de nouveaux gisements qui arrivent sur le marché**. On parle notamment des gisements de pétrole de schiste d'**Argentine** et de ceux de la **Guyane** qui commence à commercialiser ses immenses réserves. Même la **Chine** investit dans de nombreux projets d'exploitation pétrolière sur son territoire, sans doute aussi dans une perspective d'indépendance énergétique. Dans un contexte de faible demande, cela ne peut que **faire chuter le prix du baril**.

S'il y a bien une chose à laquelle l'Amérique ne va jamais renoncer, c'est à son indépendance durement acquise qui la dispense aujourd'hui d'aller se déployer dans une région du

Il y a fort à parier que, dans une économie mondiale de libre marché où l'OPEP+ est de moins en moins en mesure de manipuler les prix à la hausse — car ses parts de marché diminuent —, **l'industrie américaine va pâtir de prix trop faibles** et entamer une décroissance. D'autant que le pays a des gisements pétroliers de qualité moyenne par rapport à d'autres États producteurs. Ajoutons à cela un **coût de main-d'œuvre élevé et des normes environnementales assez**

monde dans laquelle elle a guerroyé durant des décennies.

contraignantes, ce qui concourt évidemment à rendre l'exploitation du pétrole plus difficile et plus onéreuse qu'ailleurs.

Les États-Unis seront-ils tentés de manipuler les prix du pétrole à la hausse?

Un **baril sous les 60 \$** aurait certes peu d'influence sur les dépenses des ménages américains, mais serait **catastrophique pour l'industrie pétrolière américaine et sa souveraineté énergétique**. Or, s'il y a bien une chose à laquelle l'Amérique ne va jamais renoncer, c'est à cette indépendance durement acquise qui la dispense aujourd'hui d'aller se déployer dans cette région du monde dans laquelle elle a guerroyé durant des décennies. C'est plutôt en Asie qu'elle s'attend, demain, à devoir déplacer le théâtre des opérations. Ce qui permet d'imaginer **la tentation de manipuler les prix à la hausse**.

Les États-Unis ont la force politique, économique et militaire pour imposer des coupes de production à de nombreux pays, considérés aux yeux de l'Occident comme des 'États voyous': Venezuela, Iran, Russie et, pourquoi pas, demain, l'Irak.

Mais comment pourrait-elle procéder? Bien sûr, cela n'aurait aucun sens pour les États-Unis de faire comme l'OPEP+, c'est-à-dire d'imposer des **quotas de production** à son industrie pétrolière. Même dans un contexte propice au retour du protectionnisme, cela entrerait en contradiction trop frontale avec l'économie américaine de libre marché.

Réguler le secteur pétrolier en empêchant d'autres pays d'exporter leur pétrole

Par contre, les États-Unis ont la force politique, économique et militaire pour **imposer des coupes de production à de nombreux pays**, considérés aux yeux de l'Occident comme des "États voyous". On pense bien entendu au **Venezuela**, à **l'Iran**, à **la Russie** et, pourquoi pas, demain, à **l'Irak**. Ils sont tous grands exportateurs de pétrole.

LIRE AUSSI

[Le marché du pétrole vers un point de basculement ?](#)

L'administration Biden n'a jamais adopté de mesures efficaces pour diminuer leurs exportations de pétrole. Elle a plutôt fait l'inverse, en favorisant notamment **le retour de l'Iran et du Venezuela sur les marchés**. Elle a aussi, sans doute, interdit aux Ukrainiens d'attaquer militairement les canaux d'exportation du pétrole russe, dont notamment **le port de Novorossiysk sur la mer Noire**, qui exporte environ deux millions de barils par jour. Il est à la portée des drones de combat ukrainiens.

S'il y a bien une constante dans les fluctuations de la politique étrangère américaine, c'est le rôle prépondérant du marché énergétique.

Jusqu'à aujourd'hui, la priorité de l'administration Biden était **la lutte contre l'inflation** et une baisse des prix du pétrole, afin de **préservé le pouvoir d'achat de l'électeur américain**. Un combat légitime, puisqu'au début de son mandat, le baril avait dépassé les 120 \$ et l'inflation était galopante. Mais **les priorités vont sans doute changer**. La prochaine administration américaine risque bien de privilégier le maintien, voire l'accroissement de la puissance de son industrie pétrolière. Le candidat Trump, en tout cas, promet depuis longtemps une **déréglementation**

massive pour accroître la production et le nombre de puits, ce qui n'arrivera pas avec un prix du baril trop faible.

À quoi ressemblerait "l'America First" de l'industrie pétrolière américaine?

On peut donc logiquement s'attendre à un nouveau **durcissement des sanctions américaines** envers les secteurs pétroliers du Venezuela et de l'Iran. On peut également s'attendre à une **augmentation importante des frappes militaires sur l'industrie pétrolière russe**. Et aussi, pourquoi pas, à **plus de chaos dans d'autres zones du monde productrices de pétrole**, qui pouvaient être vues il y a peu comme alliées des États-Unis dans leur stratégie d'approvisionnement en pétrole, mais qui risquent à présent d'être perçues comme des zones dont la production pétrolière devient trop encombrante pour l'Amérique.

L'avenir nous le dira, mais s'il y a bien une constante dans les fluctuations de la politique étrangère américaine, c'est **le rôle prépondérant du marché énergétique**.

Damien Ernst, professeur à l'université de Liège

Corentin de Salle, professeur à l'École Pratique des Hautes Études Commerciales et directeur scientifique du Centre Jean Gol